

# Les casseurs en col blanc de l'Université

Depuis l'annonce du projet de loi Vidal et du Plan Licence, nous sommes un certain nombre d'étudiantes et de professeurs mobilisées pour informer sur leurs contenus. Ces dernières semaines nous avons tracté, affiché, organisé des réunions d'information, manifesté afin de sensibiliser les étudiants et le personnel aux enjeux de ces réformes. En tentant de bloquer le bâtiment Droit-Lettres mercredi matin, nous n'avons pas cherché à imposer notre point-de-vue, nous avons cherché à imposer le débat. Les enjeux de ces lois sont en effet trop importants pour être passés sous silence comme ils le sont, tant dans les médias que sur les campus universitaires.

L'esprit de ces lois est celui d'une soumission aux logiques marchandes et managériales, d'un élitisme reproduisant les inégalités sociales et d'une précarisation croissante des conditions de vie, d'étude, et de travail dans les universités. Si elles sont mises en place, chaque personne ayant à fréquenter les campus aura à subir les conséquences néfastes de ces réformes.

Mardi 3 avril, après plusieurs heures de débats, une assemblée d'une petite centaine de personnes a donc décidé, d'une volonté commune et spontanée, de bloquer le bâtiment Droit-Lettres dès le lendemain à l'aube. Dont acte.

Chaises, tables, chaînes, cadenas, fils de fer... en quelques minutes, le bâtiment est bloqué. La cinquantaine de bloqueuses présentes sur les lieux se répartit aux différents points de blocage et commence à dialoguer avec le personnel et les premiers étudiants qui commencent à se masser devant les portes closes. Parmi eux, une dizaine d'anti-blocage, galvanisés par les encouragements d'une partie du personnel et du corps enseignant, dont le doyen de la fac de droit, fracture des portes pour s'introduire dans le bâtiment et débloquent certains accès, avec l'aide de la dizaine de vigiles arrivés quelques minutes plus tôt.

« Dijon : occupée par des individus cagoulés, la fac "libérée" par des étudiants »

Ainsi titrait, le soir-même le Bien Public, reprenant mot pour mot le communiqué d'un syndicat de la droite extrême. « Pillage », « saccage », dans les heures qui suivent, aucun mot ne semble assez fort pour tenter de discréditer notre action, de la part de l'administration et d'individus ne cachant pas leur proximité avec des mouvements d'extrême droite. Derrière ce vocabulaire, se cache la volonté d'inverser la situation réelle des universités françaises.

Tous les vols de bananes dans la cafétéria pilleraient-ils plus l'Université que le démantèlement méthodique du CROUS opéré ces dernières années avec la complicité des administrations ?

Le blocage d'une journée d'université bloquerait-il plus l'accès aux cours que les coupures budgétaires qui provoquent suppressions de postes, d'heures de TD, voir même de filières entières ? Quelques tags dans des salles de réunions saccageraient-ils plus le cadre d'étude que l'absence de budget pour réparer le toit de la BU, effondré depuis plusieurs semaines ?

Surtout, personne n'est dupe de la tentative de retourner les images de l'attaque fasciste de Montpellier, en désignant des étudiantes qui bloquent leur université par la résistance passive comme des « individus cagoulés armés de barres de fer ».

Les destructeurs de l'Université ce sont ceux qui la réservent à une élite, ceux qui la privent des budgets nécessaires à son fonctionnement, ceux qui la vendent aux intérêts privés, pas celles et ceux qui luttent pour une Université libre, ouverte, et émancipatrice.

Des étudiant.e.s mobilisé.e.s contre la loi Vidal et le Plan Licence